

Indépendante
Raisonnée
Pertinente



C.D. Howe Institute

Institut C.D. Howe

Conseil D'ADMINISTRATION

NOTRE PROFIL

L'Institut C.D. Howe est un organisme important et indépendant de recherche sur les politiques économiques et sociales. L'Institut fait la promotion de politiques judicieuses dans ces domaines pour l'ensemble de la population canadienne par le biais de sa recherche et de ses activités de communication. Ses activités, d'envergure nationale, comprennent des tables rondes sur les politiques publiques et des exposés donnés par l'équipe de recherche dans d'importants centres régionaux, ainsi que devant des commissions parlementaires. Les membres de l'Institut, individuels et sociétaires, proviennent du milieu des affaires, universitaire et professionnel aux quatre coins du pays.

PRÉSIDENT DU CONSEIL

David A. Dodge, O.C.

Chancelier de l'Université Queen's et conseiller principal, Bennett Jones LLP

VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL

Brian M. Levitt

Co-président, Osler, Hoskin & Harcourt LLP

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

William B.P. Robson

Institut C.D. Howe

ADMINISTRATEURS

Elyse Allan

Présidente-directrice générale, General Electric Canada Inc.

Scott Burns

Chef de la direction, BURNCO Group of Companies

W. Edmund Clark

Président et chef de la direction, Groupe Financier Banque TD

Phillip C. Deck

Président exécutif, MKS Inc.

Hélène Desmarais, C.M.

Présidente du conseil et chef de la direction, Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal

Marc Dutil

Président et chef de l'exploitation, Groupe Canam Inc.

N. Murray Edwards

Président, Edco Financial Holdings Ltd.

Sheldon Elman, M.D.

Président du conseil et directeur général, Groupe Santé Medisys inc.

Peter J. George, C.M., O.Ont.

Président et vice-chancelier, Université McMaster

Blake Goldring

Président du conseil et chef de la direction, AGF Management Ltd.

Bruce Gordon

Président du conseil et directeur général, Manuvie Canada Ltée

J. Lindsay Gordon

Président du conseil et directeur général, Banque HSBC Canada

Ian Greenberg

Président et chef de la direction, Astral Media Inc.

Tim Hearn

Ancien président du conseil, président et chef de la direction, Compagnie Pétrolière Ltée

Paul J. Hill

Président et chef de la direction, Harvard Developments Inc., A Hill Company

Dallas Howe

Président du conseil, Potash Corporation of Saskatchewan

Tom Jenkins

Président exécutif et chef de la stratégie, Open Text Corporation

Brian K. Johnston, CA

Président, Monarch Development Corporation

Richard Legault, CA

Président et co-directeur général, Brookfield Renewable Power

Hugh L. MacKinnon

Président du conseil et chef de la direction, Bennett Jones LLP

William A. MacKinnon, FCA

Vice-président du conseil, L'Institut Canadien des Comptables Agréés

Sabi Marwah

Vice-président du conseil et chef de l'administration, Banque Scotia

Al Monaco

Vice-président exécutif, projets majeurs, Enbridge Inc.

William Morneau

Président exécutif, Morneau Sobeco

David P. O'Brien, O.C.

Président du conseil, EnCana Corporation

Gilles G. Ouellette

Président et chef de la direction, Groupe gestion privée, BMO Groupe financier et président du conseil délégué, BMO Nesbitt Burns

Steven Parker

Président et chef de la direction, CCL-Group Inc.

Herbert C. Pinder, Jr.

Président, Goal Group of Companies

Laurence M. Pollock

Président et chef de la direction, Canadian Western Bank

Tracy Redies

Présidente et chef de la direction, Coast Capital Savings Credit Union

Aaron Regent

Président et chef de la direction, Barrick Gold Corporation

Donald S. Reimer

Président du conseil, président-directeur général, Reimer Express World Corp.

Joseph L. Rotman, O.C.

Président et directeur général, Roy-L Capital Corporation

Guy Savard, C.M., FCA

Président du conseil, Merrill Lynch Canada Inc.

Henry W. Sykes, c.r.

Président et directeur, MGM Energy Corp.

Catherine Swift

Présidente et chef de la direction, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Leonard Waverman

Doyen, Haskayne School of Business, Université de Calgary

Alfred G. Wirth

ADMINISTRATEURS HONORAIRES

Robert D. Brown, FCA**Marshall A. Cohen, O.C., c.r.**

Avocat, Cassels, Brock & Blackwell, LLP

C. Kent Jespersen,

Président du conseil et directeur général, La Jolla Resources International Ltd

John D. McNeil**Edward P. Neufeld****Roger Phillips, O.C., S.O.M.****Adam H. Zimmerman, O.C., FCA**

Mot du PRÉSIDENT DU CONSEIL

Leadership exceptionnel dans une année difficile

Pendant les années d'abondance, bon nombre d'économistes se soucient du fait que les enjeux liés aux politiques ne reçoivent pas suffisamment d'attention de la part des dirigeants politiques et du monde des affaires.

Cela n'a assurément pas été le cas en 2009. Bien que le Canada réchappe à la crise économique mieux que la plupart de ses partenaires commerciaux, la nécessité d'obtenir des conseils en matière de politiques indépendants et fondés sur les faits ne diminuera pas lorsque la tempête économique s'apaisera.

Il n'y a aucun doute que l'Institut C.D. Howe a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du cadre stratégique qui a préparé le Canada à faire son émergence à titre de leader économique international. Comme le révèlent Bill Robson dans son message du président et les prochaines sections du présent rapport, l'Institut a réagi avec agilité au cours de la dernière année pour aider les décideurs à réagir prestement vis-à-vis de la crise des marchés, tout en se concentrant sur les enjeux présentant une importance à plus long terme pour le pays.

Il faut également faire remarquer la mesure dans laquelle nous avons pu augmenter notre impact, malgré les effets du repli économique sur notre financement. De plusieurs façons, l'expérience de l'Institut correspondait à celle vécue par notre pays avec l'emprise croissante de la crise économique, ce qui a révélé qu'une stratégie solide et la capacité de prendre les décisions difficiles sont tout aussi importantes au niveau des organismes qu'au niveau des gouvernements et des entreprises.

Plusieurs membres nous ont indiqué que les circonstances économiques les forçaient à réduire leur contribution. En réaction, l'Institut a réduit le coût global des salaires tout en augmentant son budget et ses capacités de recherche et en augmentant son financement provenant d'autres sources.

Bien que les produits provenant d'adhésions aient diminué en 2009, les dons philanthropiques, le soutien ciblé et les commandites d'événements ont tous augmenté. Nous avons également augmenté le fonds de dotation de l'Institut, grâce à la réaction généreuse des membres du conseil au défi lancé par Alfred Wirth pour le fonds de dotation pour les études particulières et les dons faits par le secteur des services financiers au fonds de dotation pour la politique monétaire. Merci à tous.

Ici, il faut remarquer particulièrement qu'un Institut qui demande constamment au gouvernement d'en faire plus avec moins et de dépenser de façon avisée les fonds des contribuables a pu donner l'exemple. Malgré une réduction budgétaire globale, la production et l'impact de l'Institut en 2009 ont augmenté tous les deux. Au total, en 2009, nos publications ont

été téléchargées à plus de 950 000 reprises à partir de notre site Web – un nouveau record pour l'Institut. De plus, nos tables rondes et nos conférences ont continué d'être la norme dans le secteur pour la qualité des débats et la participation. Ces réalisations attestent du bon travail accompli par les employés dévoués de l'Institut et je souhaite remercier l'équipe entière pour ses efforts.

Je félicite tout particulièrement Bill Robson, président-directeur général, et Duncan Munn, vice-président principal et chef de l'exploitation, pour leur leadership pendant une année difficile.

Je souhaite également remercier pour leur leadership John T. Ferguson, Daniel Labrecque, Eric P. Newell, Michael E.J. Phelps et Brian Shaw, dont les mandats au sein du conseil d'administration ont pris fin. Je souhaite la bienvenue à nos nouveaux membres du conseil d'administration : Scott M. Burns, Philip C. Deck, Blake C. Goldring, J. Lindsay Gordon, Dallas Howe, Tom Jenkins, Hugh L. MacKinnon, Gilles G. Ouellette, Laurence M. Pollock et Leonard Waverman.

En conclusion, j'espère que tous les membres et les partisans de l'Institut sont aussi fiers que moi de nos réalisations.

Pendant la dernière année, nous avons établi plusieurs jalons pour l'Institut pendant une période de défis économiques incroyables, lorsque la nécessité de travaux pertinents et opportuns en matière de politique pressait.



David A. Dodge
Président du conseil



« Au cours des années, l'Institut a effectué un travail remarquable en matière de promotion de politiques économiques solides et de prudence fiscale et j'apprécie toujours l'occasion de sonder vos idées liées aux politiques. »

L'honorable Stephen Harper, premier ministre du Canada

Mot du PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



William B.P. Robson
Président-directeur général

La politique intelligente : la clé de l'avenir économique du Canada

L'année 2009 a mal commencé pour bon nombre de familles et d'entreprises du Canada et du monde entier, avec l'extrême fragilité continue du système financier, la chute de la production et la détérioration abrupte des finances publiques. Heureusement, le début de l'année 2010 a été beaucoup plus positif. Les dépenses et la production reprennent de l'élan et il est largement reconnu que le Canada possède le système financier le plus stable et les finances publiques les plus solides parmi les pays du G7.

Dans ce cas-ci, les Canadiens ont peut-être été chanceux – une demande forte pour les produits des industries minières et pétrolières

dynamiques s'est avérée un atout énorme – mais notre position relativement solide reflète également les décisions avisées en matière de politique prises au cours des dernières années. Les partisans de l'Institut C.D. Howe peuvent, avec raison, être fiers du rôle qu'ils ont joué dans l'établissement de la base de politiques qui a permis au Canada d'essayer la récente tempête et d'en sortir en assez bonne santé.

Les travaux de l'Institut au cours des cinq dernières décennies, appuyés à chaque étape par les conseils et les ressources de ses membres et de ses abonnés, ont joué un rôle de premier plan dans le développement du libre-échange continental : la fin des déficits non viables des années 1970 et 1980, l'établissement d'objectifs rigoureux en matière d'inflation et d'une politique monétaire efficace sur le plan tactique, la réforme du régime des rentes du Québec et du régime de pensions du Canada, les nouveaux taux d'imposition moins élevés et plus concurrentiels, et l'élaboration d'un nouveau moyen d'épargne clé, à savoir le compte d'épargne libre d'impôt.

Au cours de la dernière année, votre Institut a abordé tant les enjeux à court terme découlant du repli que les enjeux monétaires, fiscaux et démographiques à plus long terme qui auront des répercussions sur le Canada longtemps après la fin du repli économique. En plus des avantages durables des travaux indiqués ci-dessus, nos efforts sur d'autres fronts ont produit des résultats tangibles en 2009. Parmi les exemples de cela, on peut citer :

- l'élimination de l'impôt sur les gains en capital relatifs aux dons de valeurs mobilières à valeur accrue;
- l'élimination progressive des tarifs douaniers sur les biens d'investissement;
- l'annonce de la taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique et les améliorations qui y sont apportées;
- un meilleur environnement pour le capital de risque grâce à l'expansion des dispositions des conventions fiscales sur l'investissement étranger;
- des règles assouplies relatives à l'investissement étranger dans le secteur des télécommunications.

Le défi futur que devront relever le conseil d'administration de l'Institut, ses employés et ses membres consiste à continuer d'influencer le programme politique du Canada

dans une direction qui permet d'améliorer l'avantage comparatif et qui mène à un avenir économique solide. Nous devons de surcroît le faire dans un environnement intérieur et international nettement différent.

Pendant les années 1980, période à laquelle l'Institut se faisait le fer de lance du libre-échange et des frontières ouvertes, qui aurait pu envisager un monde où nos partenaires commerciaux et bon nombre de voix à l'intérieur du pays préconisent une augmentation des barrières frontalières et une intensification des préférences nationales en matière d'approvisionnement?

Pendant les années 1990, période à laquelle l'Institut était le champion de la nécessité pour le Canada de remettre de l'ordre dans ses affaires fiscales, qui aurait pu envisager un monde où règne un excédent persistant de dépenses structurelles, pas au Canada, mais dans la plupart des pays développés et, surtout, aux États-Unis et où les emprunteurs et les prêteurs du monde entier craignent la défaillance d'emprunteurs souverains et l'inflation?

Après avoir consacré des décennies aux défis que posent le chômage persistant dans bon nombre de régions canadiennes et les revenus peu élevés au sein de la société canadienne, trop peu d'intervenants dans le milieu politique se sont penchés sur la contraction imminente de la taille relative de la main-d'œuvre canadienne et sur l'urgence de protéger les revenus des travailleurs et des épargnants de demain, et des Canadiens à naître, contre l'érosion causée par l'augmentation des impôts, les dettes non provisionnées et les épargnes et placements inadéquats.

Dans les pages qui suivent, nous documentons l'impact des travaux effectués au cours de la dernière année par les chercheurs internes et externes de l'Institut, avec l'appui et les conseils de notre conseil d'administration et de nos membres. Je souhaite également reconnaître le rôle clé assumé par les décideurs qui participent à nos conférences et à nos tables rondes, qui partagent avec nous leurs préoccupations et leurs défis et qui, ce qui me ravit, accueillent volontiers les recommandations et les prescriptions en matière de politique exprimées dans nos efforts collectifs.

La production d'un volume élevé de travail par un groupe de réflexion est une chose – et l'année 2009 a constitué un nouveau sommet pour l'Institut C.D. Howe à cet égard – mais la production par ce même groupe de réflexion de travaux bien analysés et assez pertinents pour être pris au sérieux aux niveaux les plus élevés de la politique est tout autre chose. Notre travail continue de requérir une attention prioritaire de la part des décideurs de l'ensemble du pays, et ce sont nos membres qui fournissent le soutien et les conseils qui rendent cela possible. Dans une ère où notre pays doit relever une série de défis relatifs aux politiques, dont certains sont bien connus mais ne figureront à l'ordre du jour national qu'au prix d'études importantes et de dialogues, je suis certain que nous continuerons d'apporter une contribution tangible à l'élaboration d'une politique publique intelligente et fondée sur les faits au Canada.

William B.P. Robson
Président-directeur général

OBJECTIFS ET RÉSULTATS pour 2009

L'Institut a commencé l'année 2009 en faisant face à une situation qui reflétait celle des gouvernements et de bon nombre de ses membres : comment s'adapter aux défis en matière de revenus tout en répondant aux demandes accrues du gouvernement, des médias et des décideurs pour des études et des conseils.

OBJECTIF : reformuler le déploiement des ressources humaines de l'Institut afin de se concentrer davantage sur des domaines clés.

RÉSULTAT : nous avons réduit de 6 pour cent les coûts salariaux globaux, tout en augmentant le nombre d'études produites grâce à la hausse du pourcentage des salaires consacrés à la recherche dans le budget, qui a passé de 50 à 61 pour cent. Cette réorganisation générera une efficacité durable au sein de la structure globale des coûts de l'Institut, tout en améliorant le nombre d'études à long terme.

OBJECTIF : augmenter les produits provenant d'autres sources.

RÉSULTAT : les produits tirés de projets ont augmenté par plus que 20 pour cent, les produits tirés de conférences et de tables rondes ont augmenté de 7 pour cent et la vente de publications et de commandites a augmenté de 4 pour cent.

OBJECTIF : augmenter la production de l'Institut dans des domaines axés sur la génération de la croissance économique et d'un avantage monétaire et fiscal durable.

RÉSULTAT : la production de l'Institut en matière de politique monétaire et fiscale (qui était déjà un domaine clé) a augmenté, passant de 17 publications en 2008 à 21 en 2009. Le nombre de publications dans le domaine de la croissance économique et des innovations a doublé, passant de sept à 14. Dans l'ensemble, l'Institut a préparé et diffusé 50 rapports de recherche en 2009, par rapport à 47 en 2008.

OBJECTIF : développer une plateforme financière permettant d'assurer la capacité de l'Institut à réagir de façon efficace aux demandes du gouvernement, des médias et des membres pour des études et des analyses sur la politique monétaire et macro-financière.

RÉSULTAT : en 2009, l'Institut a lancé une campagne ambitieuse afin de mobiliser le secteur des services financiers dans la création d'un important fonds de dotation consacré à la politique monétaire. Des engagements d'une valeur de plus d'un million de dollars ont été obtenus en 2009 pour la réalisation de cet objectif.

OBJECTIF : continuer à augmenter la taille du fonds de dotation de l'Institut, afin de permettre à celui-ci de survivre à des crises économiques futures et de permettre une planification à long terme et une réalisation plus efficaces des projets de recherche et de diffusion.

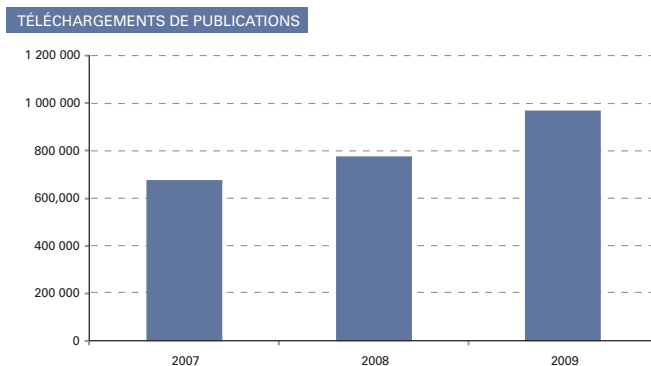
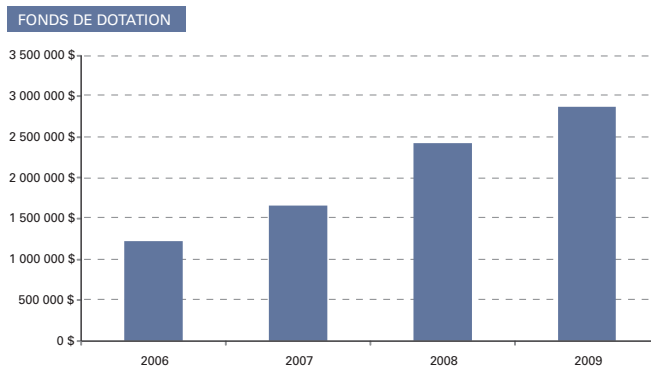
RÉSULTAT : malgré l'impact du repli économique sur le solde des fonds de dotation chez bon nombre d'organismes soutenus par des dons, la concentration de l'Institut sur la conservation du capital en tant que stratégie de placement, combinée avec un soutien continu des membres pour les dons avec dotation, a permis à l'Institut d'augmenter son fonds de dotation de 18 pour cent en 2009.



Finn Poschmann, Bill Robson et Duncan Munn.

OBJECTIF : continuer d'augmenter la diffusion.

RÉSULTAT : le nombre de téléchargements des publications à partir de notre site Web a continué d'augmenter, pour atteindre un niveau record de plus de 967 000 documents téléchargés en 2009, soit une augmentation de 25 pour cent par rapport à 2008.



NOTRE MISSION

L'Institut C.D. Howe est un organisme national non partisan et à but non lucratif qui a pour objectif d'améliorer le niveau de vie des Canadiens en favorisant des politiques économiques et sociales judicieuses. L'Institut encourage l'application d'une recherche et d'une analyse indépendantes aux principaux dossiers économiques et sociaux qui influent sur la qualité de vie des Canadiens aux quatre coins du pays. Il adopte un point de vue mondial tout en tenant compte des répercussions des facteurs internationaux sur le Canada et en intégrant les idées d'autres pays au débat sur les politiques publiques canadiennes. Les recommandations de principe contenues dans les publications de l'Institut se fondent sur une recherche de qualité, menée par des spécialistes de renom et qui fait l'objet d'un processus d'examen rigoureux par des pairs. L'Institut communique clairement l'analyse et les recommandations découlant de ses travaux au grand public, aux médias, aux universitaires, aux experts et aux décideurs.

LE PROGRAMME DE RECHERCHE de l'institut en 2009

Les contrecoups de la crise financière ont continué d'influer sur le programme de recherche de l'Institut en 2009, entraînant ainsi une forte concentration sur les choix que doit prendre le Canada en matière de politique pour développer ses points forts.

Le repli mondial a souligné l'importance pour la prospérité économique de la solidité et de l'efficacité du secteur financier. L'économie canadienne bénéficie de son avantage comparatif en matière de finances, et les recherches en politique monétaire et macro-financière demeurent une concentration clé – et un point fort – de l'Institut. En 2009, l'Institut a publié une série de rapports bien accueillis sur l'amélioration du cadre de politique monétaire dans lequel sont intégrées nos institutions financières, les organismes de réglementation prudentes qui les surveillent et la conduite de la politique monétaire dans le cadre de laquelle les institutions financières et leurs organismes de réglementation doivent fonctionner. Les travaux de l'Institut dans ce domaine sont supervisés par le **Conseil de politique monétaire** en ce qui concerne les questions monétaires et par l'**Initiative de recherche sur les services financiers** en ce qui concerne les questions relatives au secteur financier et à la réglementation.

Des politiques fiscales solides sont importantes, surtout dans un environnement où les gouvernements se concentrent sur l'élimination des mesures de relance et le retour à des budgets équilibrés. Le **Conseil de compétitivité fiscale et budgétaire** supervise les publications de l'Institut dans ces domaines et se concentre sur les politiques qui maintiennent un environnement positif pour la croissance et l'investissement au Canada, tout en fournissant aux gouvernements les ressources dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs responsabilités. La surveillance du niveau convenable de gouvernance sur l'imposition et les dépenses est une priorité continue pour l'Institut, qui présente annuellement un rapport sur la « responsabilité fiscale » des gouvernements c'est-à-dire la mesure dans laquelle leurs

INDÉPENDANTE ■ RAISONNÉE ■ PERTINENTE

Politique monétaire

Une politique monétaire solide, qui, désormais, est souvent associée dans le monde moderne avec le ciblage du taux d'inflation intérieur par les banques centrales, est une pierre d'angle de la gestion économique. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, l'Institut a redistribué ses ressources afin de solidifier la recherche sur la politique monétaire après le début de la crise financière mondiale à la fin de l'année 2009 et a continué d'insister sur cet aspect en 2009. Cette décision était fondée sur l'opinion des dirigeants de l'Institut selon laquelle ces recherches étaient importantes pour la prospérité nationale, et elle apportait une réponse au nombre croissant de demandes de conseils en matière de politique provenant des niveaux supérieurs du gouvernement ainsi que de la fonction publique, des dirigeants du secteur privé et des médias.

Après une conférence intitulée « Le régime de politique monétaire du Canada après 2011 », organisée par l'Institut à la fin de l'année 2008, une série de rapports de recherche ont été publiés en 2009 concernant l'amélioration du régime canadien de ciblage de l'inflation, qui a par ailleurs porté ses fruits, lorsqu'il devra être renouvelé en 2011.

Notamment, le rapport intitulé « What is the Ideal Monetary Policy Regime? Improving the Bank of Canada's Inflation-targeting Program », préparé par Michael Parkin, a présenté des arguments en faveur de la mise en œuvre d'un régime où la Banque du Canada ciblerait le niveau de prix lui-même, plutôt que seulement le taux d'inflation. Dans une étude associée, Jean Boivin – ancien membre du Comité de politique monétaire de l'Institut et nouveau sous-gouverneur de la Banque du Canada – a soutenu que les difficultés liées à la mesure de l'inflation peuvent avoir des répercussions sur les mérites relatifs du régime de contrôle de l'inflation et du régime de contrôle des niveaux de prix.

John Crow, ancien gouverneur de la Banque du Canada, a fourni le point de vue d'un initié

PUBLICATIONS

« Getting Talk Back on Target: The Exchange Rate and the Inflation Rate », David Laidler.

« Canada's Difficult Experience in Reducing Inflation: Cautionary Lessons », John Crow.

« Getting it Right When You Might Be Wrong: The Choice Between Price-Level and Inflation Targeting », Jean Boivin.

« How Flexible Can Inflation Targeting Be? Suggestions for the Future of Canada's Targeting Regime », Thorsten V. Koepl.

« As Good As It Gets? The International Dimension to Canada's Monetary Policy Strategy Choices », Pierre L. Siklos.

dépenses et leurs impôts réels correspondent à ce qui a été voté par les assemblées législatives lors des budgets.

La gamme des enjeux ayant retenu l'attention des décideurs pendant l'année a été très vaste et l'Institut a également produit des rapports sur la réforme de l'assurance-emploi, les régimes de retraite et l'épargne (supervisés par le **Groupe consultatif sur les régimes de retraite**), l'harmonisation de la réglementation, les résultats et les taux d'absentéisme au sein des écoles primaires et secondaires, le retour à l'éducation postsecondaire, la politique en matière de santé, les organismes de bienfaisance (supervisés par le **Groupe consultatif sur les organismes de bienfaisance**), la démographie et la politique en matière d'immigration. En 2009, l'Institut a également publié des rapports sur la politique environnementale, les subventions à la consommation d'énergie, la consommation d'eau et l'énergie nucléaire.

Ces travaux n'auraient pu avoir lieu sans l'appui de nos membres, la participation des membres des groupes consultatifs de l'Institut, ou l'énergie et l'engagement d'auteurs superbes, qui œuvrent pour la plupart en milieu universitaire. Nous sommes également très reconnaissants aux chercheurs et aux décideurs du secteur gouvernemental et du secteur des affaires qui agissent comme lecteurs, qui conseillent, qui commentent et qui lisent les publications de l'Institut et qui assistent à nos événements.

L'équipe de recherche qui assure la coordination de la portée des travaux de l'Institut, qui, en 2009, comptait Robin Banerjee, Philippe Bergevin, Colin Busby, Ben Dachis, Alexandre Laurin et Claire de Oliveira, a recours à l'assistance administrative de Kristine Gray. Nous remercions également tout particulièrement James Fleming, rédacteur et directeur des médias, et Heather Vlistus, graphiste. Nous sommes également très reconnaissants aux membres de l'Institut, ainsi qu'à nos collègues du secteur public et du secteur privé, pour leur participation active dans la recherche et le dialogue menés par l'Institut sur les politiques, et pour l'appui qu'ils nous donnent.

dans le rapport intitulé « Canada's Difficult Experience in Reducing Inflation: Cautionary Lessons » et a tiré des leçons fort utiles pour la politique monétaire actuelle. Parmi les autres auteurs de rapports sur les enjeux liés à la politique monétaire en 2009, on peut citer Thorsten V. Koepl, David Laidler, William B.P. Robson, Pierre L. Siklos et Gregor W. Smith.

Pour terminer, le **Conseil de politique monétaire** (CPM) de l'Institut a continué de jouer un rôle clé en tant que l'une des plus éminentes ressources pour les économistes du marché financier et monétaire du Canada. Le Conseil, au sein duquel siègent 12 des économistes du marché financier et monétaire les plus illustres du Canada, fournit régulièrement à la Banque du Canada, aux participants sur le marché financier et aux commentateurs en matière de politique économique une évaluation indépendante de la position appropriée de la politique monétaire canadienne.

CONSEIL SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

MEMBRES

Edward A. Carmichael
Régime de retraite des
employés municipaux de
l'Ontario (OMERS)

Thorsten Koepl
Université Queen's

David Laidler
Université Western Ontario

Angelo Melino
Université de Toronto

Michael Parkin
Université Western Ontario

Doug Porter
BMO Marchés des capitaux

Nicholas Rowe
Université Carleton

Angela Redish
Université de la Colombie-
Britannique

Avery Shenfeld
CIBC World Markets Inc.

Pierre Siklos
Université Wilfrid Laurier

Andrew Spence
TD Valeurs mobilières

Craig Wright
RBC Groupe financier

« A Bank for All Seasons: The Bank of Canada and the Regulatory Challenge », John Crow.

« The Bank of Canada Needs to Nurture those Green Shoots of Recovery », David Laidler.

« The Missing Links: Better Measures of Inflation and Inflation Expectations in Canada », Gregor W. Smith.

« To the Next Level: From Gold Standard to Inflation Targets – to Price Stability? » William B.P. Robson.

« What is the Ideal Monetary Policy Regime? Improving the Bank of Canada's Inflation-targeting Program », Michael Parkin.

Politique fiscale

L'année 2009 a été difficile pour les finances des gouvernements, dans lesquelles l'accent en matière de politique fiscale est passé rapidement de l'équilibre budgétaire au financement des dépenses par le déficit. Parmi les études notables, « *Once on the Lips, Forever on the Hips: A Benefit-Cost Analysis of Fiscal Stimulus in OECD Countries* » de Bev Dahlby, chargée de recherche invitée de l'Institut C.D. Howe et professeur à l'Université de l'Alberta, a élaboré un cadre innovant mais simple pour l'analyse des politiques de stimulus fiscal.

Les travaux de l'Institut ont également occupé une place de premier plan dans les budgets

provinciaux, avec l'adoption de la taxe de vente harmonisée en Ontario et en Colombie-Britannique, réforme préconisée de longue date par le Conseil de compétitivité fiscale de l'Institut. En particulier, « *New Housing and the Harmonized Sales Tax: Lessons from Ontario* », des professeurs Bev Dahlby et Michael Smart, en collaboration avec Benjamin Dachis, de l'Institut, et « *Sales Tax Reform in Ontario: The Time is Right* », de Finn Poschmann, de l'Institut, ont contribué à plaider la cause d'une mise en œuvre judicieuse de la TVH dans ces provinces.

L'Institut a redonné vie au débat sur l'imposition des filiales et des sociétés affiliées des groupes de sociétés canadiennes dans « *Cleaning Up the Books: A Proposal for Revamping Corporate Group Taxation in Canada* », rapport rédigé par Alex Laurin, de l'Institut, qui assure la gestion du Programme de compétitivité fiscale. Cette étude a



L'équipe de recherche : de gauche à droite, les analystes de politique Philippe Bergevin, Colin Busby et Benjamin Dachis; Finn Poschmann, vice-président de la recherche; Alexandre Laurin, analyste principal de politique.

préparé le terrain pour l'annonce faite par le gouvernement lors du budget fédéral 2010 de son intention d'introduire de nouvelles règles visant à simplifier et à améliorer l'imposition des entreprises, telles que l'introduction d'un système formel de transfert des pertes ou de rapports consolidés.

Le **Conseil de compétitivité fiscale et budgétaire** de l'Institut a continué à jouer un rôle principal. En plus de surveiller la proposition de l'Institut relative à la consolidation des impôts des groupes, il a produit une comparaison détaillée et une analyse des politiques de la compétitivité fiscale des sociétés et des particuliers au niveau provincial et fédéral dans le rapport intitulé « *The Path to Prosperity: Internationally Competitive Rates and a Level Playing Field* », préparé par Duanjie Chen, chargé de recherche en politiques fiscales George Weston, et Jack Mintz, chaire Palmer en politique.

CONSEIL DE COMPÉTITIVITÉ FISCALE ET BUDGÉTAIRE

CO-PRÉSIDENTS DU CONSEIL : Robert D. Brown, FCA et William A. MacKinnon, FCA

MEMBRES

Tracey Ball Banque Canadienne de l'Ouest	Vicki Harnish Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse	James S. Palmer, C.M., AOE, c.r. Burnet, Duckworth & Palmer, LLP
Darren Barfuss CanWest Global Communications Corp.	Paul Hickey KPMG LLP	Nick Pantaleo PricewaterhouseCoopers
Richard M. Bird Université de Toronto	Brenda Kenny Association canadienne de pipelines d'énergie	Jocelin Paradis Rio Tinto Alcan
Douglas D. Bruce Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	Jonathan Kesselman Université Simon Fraser	David F. Podrzny Association canadienne des fabricants de produits chimiques
Nancy Cuelenaere Alberta Finance and Enterprise	George McAllister Ministère des Finances du Nouveau-Brunswick	Shawn D. Porter Deloitte Management Services LP
Bev Dahlby Université de l'Alberta	Kenneth J. McKenzie Université de Calgary	Donald S. Reimer Reimer World Corp.
David Daly Association canadienne des producteurs pétroliers	Carman R. McNary Fraser Milner Casgrain LLP	Chris Saunders EnCana Corporation
Pierre Desloges CanWest Global Communications Corp.	James B. Milway The Institute for Competitiveness and Prosperity	Michael Smart Université de Toronto
Tom Di Emanuele IBM Canada Ltée	Robert E. Mitchell, CA Procter & Gamble Inc.	David Stewart-Patterson Conseil canadien des chefs d'entreprise
Steve Easson Association canadienne des compagnies d'assurance de personnes inc.	William Molson	Ted Tomkowiak RBC Groupe financier
Ross Hagemeister Cargill Limited	Al Monaco Enbridge inc.	Geoff Trueman Ministère des Finances du Canada
	Luc Monty Ministère des Finances du Québec	Thomas A. Wilson Université de Toronto
	Michael J. O'Connor Financière Sun Life Inc.	

PUBLICATIONS

« *Once on the Lips, Forever on the Hips: A Benefit-Cost Analysis of Fiscal Stimulus in OECD Countries* », Bev Dahlby.

« *New Housing and the Harmonized Sales Tax: Lessons from Ontario* », Benjamin Dachis, Bev Dahlby et Michael Smart.

« *The Path to Prosperity: Internationally Competitive Rates and a Level Playing Field* », Duanjie Chen et Jack M. Mintz.

« *Getting Off the Rollercoaster: A Stable Funding Framework for the EI Program* », Colin Busby et Alexandre Laurin.

« *Near Hits and Big Misses: Canada's 2009 Fiscal Accountability Rankings* », Colin Busby et William B.P. Robson.

« *A Balancing Act: Making the Canadian Secured Credit Facility Work* », Alexandre Laurin.

« *Sales Tax Reform in Ontario: The Time is Right* », Finn Poschmann.

« *Cleaning Up the Books: A Proposal for Revamping Corporate Group Taxation in Canada* », Alexandre Laurin.

« *Lasting Bang for the Stimulus Buck: Priorities for the 2009 Federal Budget* », Alexandre Laurin, Finn Poschmann et William B.P. Robson.

« *Out on a Limb: Assessing the Fiscal Sustainability and Effectiveness of the 2009 Federal Budget* », Colin Busby, Benjamin Dachis et Alexandre Laurin.

« *Boomer Bulge: Dealing with the Stress of Demographic Change on Government Budgets in Canada* », William B.P. Robson.

« *Back to Basics: Restoring Equity and Efficiency in the EI Program* », Colin Busby, David Grey et Alexandre Laurin.

LE PROGRAMME DE RECHERCHE de l'institut en 2009

Croissance économique et innovation

La recherche de l'Institut sur la croissance et l'innovation économiques en 2009 a souligné l'importance des choix en matière de politique devant être faits par le Canada pour développer son avantage comparatif.

Nick Le Pan, ancien chef du Bureau du surintendant des institutions financières, a soutenu que la responsabilité d'assurer la stabilité du système financier devait être partagée par l'ensemble du système financier et a proposé des réformes aux systèmes et aux institutions visant à surveiller les risques. De façon similaire, l'Institut a proposé des réformes aux règles relatives à l'« évaluation à la valeur de marché » pour les actifs financiers et la manière de favoriser l'investissement dans le sillage d'une récession. M. Le Pan a pris la parole sur des sujets connexes lors de plusieurs événements de l'Institut C.D. Howe et Julie Dickson, surintendante actuelle des institutions financières, a pris la parole lors d'un événement auquel ont assisté un grand nombre de participants à Toronto.

L'Institut s'est également montré actif relativement à la politique en matière de démographie et d'immigration, publiant des études estimant les pressions – et trouvant des solutions à ces pressions – du changement démographique sur le niveau de vie des Canadiens, l'impact du vieillissement rapide de la population du Canada Atlantique sur ses perspectives économiques et l'influence de la politique en matière d'immigration sur le nombre et la composition des immigrants au Canada. De plus, l'Institut a organisé, à Halifax, une conférence sur les politiques discutant des perspectives démographiques pour le Canada atlantique.

PUBLICATIONS

« A Clean Canada in a Dirty World: The Cost of Climate-Related Border Measures », Benjamin Dachis.

« Stress Test: Demographic Pressures and Policy Options in Atlantic Canada », Colin Busby, Pierre-Marcel Desjardins et William B.P. Robson.

« Un avenir vert au Québec : réduire les émissions de gaz à effet de serre au moindre coût », Jean-Thomas Bernard et Jean-Yves Duclos.

« Quebec's Green Future: The Lowest-Cost Route to Greenhouse Gas Reductions », Jean-Thomas Bernard et Jean-Yves Duclos.

« Improving Canada's Immigration Policy », Charles M. Beach, Alan G. Green et Christopher Worswick.

« Look Before You Leap: A Skeptical View of Proposals to Meld Macro- and Microprudential Regulation », Nick Le Pan.

« Equipping Ourselves in Tough Times: Canada's Improved Business Investment Performance », Colin Busby et William B. P. Robson.

L'Institut a également publié plusieurs rapports sur la politique en matière d'environnement, sur l'évaluation du coût des subventions accordées pour l'énergie renouvelable, sur l'estimation des coûts pour l'industrie canadienne des objectifs chiffrés, sur le recours à une tarification plus intelligente pour mieux répartir la consommation de l'eau et de l'électricité, sur la réforme de la réglementation visant à améliorer les perspectives pour l'énergie nucléaire au Canada, et l'analyse des problèmes associés aux tarifs liés aux émissions carboniques sur le commerce. Parmi les autres événements clés, on peut citer une importante conférence à Calgary sur l'intégration des politiques en matière de climat du Canada et des États-Unis, et une autre conférence en Ontario sur la politique en matière d'électricité.

Pour terminer, l'**Initiative de recherche sur les services financiers** (IRSF) présente des rapports et des conseils concernant les politiques du secteur financier. Elle aborde l'environnement économique au sein duquel a lieu l'intermédiation financière, l'environnement de régulation et l'avenir de l'intermédiation financière. L'IRSF convoque des réunions d'experts, de décideurs et de partisans travaillant dans le secteur des services financiers, y compris notamment des intermédiaires financiers, des participants aux marchés des valeurs mobilières et leurs organismes de réglementation. L'IRSF est présidée par Edward P. Neufeld. Son programme de travail est géré par Finn Poschmann, le vice-président de la recherche de l'Institut, et par Philippe Bergevin, avec la collaboration de David E.W. Laidler, chargé de recherche invité et professeur émérite.

« Faster, Younger, Richer? The Fond Hope and Sobering Reality of Immigration's Impact on Canada's Demographic and Economic Future », Robin Banerjee et William B.P. Robson.

« Canada's Nuclear Crossroads: Steps to a Viable Nuclear Energy Industry », Bruce Doern et Robert Morrison.

« Low-Carbon Fuel Standards: Driving in the Wrong Direction », Benjamin Dachis.

« Marking to Market for Financial Institutions: A Common Sense Resolution », Elena Carletti, Franklin Allen et Finn Poschmann.

« Going Green for Less: Cost-Effective Alternative Energy Sources », Roger A. Samson et Stephanie Bailey Stampler.

« Wave of the Future: The Case for Smarter Water Policy », Steven Renzetti.

« Pricing Greenhouse Gas Emissions: The Impact on Canada's Competitiveness », Chris Bataille, Benjamin Dachis et Nic Rivers.

INDÉPENDANT ■ RAISONNÉ ■ PERTINENT

Politiques internationales

La politique internationale et commerciale a continué d'être l'une des priorités de l'Institut en 2009, particulièrement dans notre programme de tables rondes.

Parmi les conférenciers notables ayant pris la parole lors des tables rondes, on peut citer Louis Lévesque (sous-ministre pour le commerce international) sur le rôle du commerce et de l'investissement sur la reprise économique; Justin Brown (haut-commissaire au Canada, Haut-commissariat de l'Australie) sur les similarités et les divergences entre la position canadienne et la position australienne en matière d'enjeux importants liés à la politique publique; et l'honorable Kevin Lynch sur le contexte mondial auquel doit faire face le Canada. Ron Hoffmann (ancien ambassadeur canadien en Afghanistan) a discuté des défis uniques que doit relever le Canada en Afghanistan et Montek Singh Ahluwalia (vice-président du conseil, Commission de planification, Gouvernement de l'Inde) a prononcé un discours sur la perspective de l'Inde sur les événements mondiaux.

La conférence Sylvia Ostry 2009 a présenté Angel Gurría, secrétaire-général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui a discuté de l'émergence du G-20 comme forum international de premier plan.

La crise financière mondiale a été un thème marquant des tables rondes. Georges Akerlof, lauréat du prix Nobel d'économie en 2001, a discuté de l'effet de la psychologie humaine sur l'économie et de la manière dont ces facteurs psychologiques peuvent aider à comprendre les événements associés à la crise financière récente. Chrystia

Freeland, rédactrice en chef aux États-Unis de *Financial Times*, a présenté une perspective mondiale sur les leçons apprises à la suite de la crise financière, tandis que Malcolm Knight, vice-président du conseil de Deutsche Bank, a discuté de l'évolution de l'architecture de la réglementation financière mondiale. L'honorable Tom Hockin, récemment nommé administrateur du Fonds monétaire international (FMI) représentant le groupe de pays composé du Canada, de l'Irlande et des Caraïbes, a présenté son point de vue sur les marchés financiers internationaux.

Parmi les autres conférenciers prenant la parole sur les enjeux internationaux, on peut citer Armand Laferrère sur les tendances mondiales dans l'industrie nucléaire, Denis DesRosiers sur l'industrie automobile en Amérique du Nord et Harold Kvisle sur l'infrastructure énergétique en Amérique du Nord.

Se penchant sur le marché nord-américain, Michael Hart a soutenu dans une étude produite par l'Institut C.D. Howe que les divergences en matière de la réglementation et des régimes frontaliers entre le Canada et les États-Unis mettent en danger la structure transfrontalière intégrée de l'industrie automobile canadienne. L'auteur a présenté ses arguments en faveur d'une réglementation commune régissant la sécurité, la consommation d'essence et la protection de l'environnement, ainsi que de dédouanements plus rapides et plus efficaces. (« Potholes and Paperwork: Improving Cross-Border Integration and Regulation of the Automotive Industry », Michael Hart.)

Politiques sociales

Avec l'augmentation du nombre de mises à pied et du taux de chômage au Canada au début de l'année 2009, l'attention est passée aux enjeux en matière de politique sociale.

Spécifiquement, les feux se sont braqués sur l'écart croissant au plan régional en matière de chômage et les inégalités régionales du programme d'assurance-emploi canadien. En réaction, Colin Busby et Alexandre Laurin, analystes de l'Institut C.D. Howe, se sont associés avec le professeur David Gray de l'Université d'Ottawa, un expert en matière d'assurance-emploi, afin de s'attaquer à cette question chaude et proposer des solutions à l'inégalité de l'accès et des prestations selon les régions.

Les efforts en matière de politique sociale de l'Institut ont également reçu un coup de pouce grâce à la contribution de John Richards, chargé de recherche invité, qui s'est penché sur le problème du rythme croissant de décrochage scolaire dans les écoles secondaires du pays. En étudiant ce problème, qu'il a appelé le « talon d'Achille » de système public d'éducation, il a observé la croissance du nombre d'élèves qui ne terminent pas leurs études secondaires

PUBLICATIONS

« Dropouts: The Achilles' Heel of Canada's High-School System », John Richards.

« Back to Basics: Restoring Equity and Efficiency in the EI Program », Colin Busby, David Grey et Alexandre Laurin.

« Ontario's Best Public Schools, 2005/06-2007/08: An Update to Signposts of Success », David Johnson.

INDÉPENDANTE ■ RAISONNÉE ■ PERTINENTE

Gestion des affaires publiques et institutions publiques

En 2009, le système de régimes de retraite au Canada a reçu une attention considérable de la part des décideurs fédéraux et provinciaux, sujet qui a, une fois encore, occupé une grande place dans les études de l'Institut sur la gouvernance et les institutions. Le repli économique a également apporté sa part de défis au secteur de bienfaisance du Canada, qui a été le sujet d'une série de rapports.

William Robson, président de l'Institut, et son collègue Alexandre Laurin ont présenté une évaluation de la juste valeur des obligations liées aux régimes de retraite des fonctionnaires fédéraux dans un rapport intitulé « Supersized Superannuation: The Startling Fair-Value Cost of Federal Government Pensions », indiquant que le passif découlant du régime de retraite d'Ottawa est plus important et plus volatile qu'il n'apparaît, créant des risques pour les participants aux régimes et une exposition sous-évaluée pour les contribuables. De plus, les difficultés de la Caisse de dépôt et placement du Québec ont suscité une étude sur la durabilité à long terme du Régime des rentes du Québec, intitulée « Débâcle à la Caisse : Que faire avec le Régime de rentes du Québec? », préparée par Alexandre Laurin, de l'Institut.

Se tournant vers les régimes professionnels de retraite du secteur privé, Gretchen Van Riesen, dans son rapport intitulé « The Pension Tangle: Achieving Greater Uniformity of Pension Legislation and Regulation in Canada », a souligné le fouillis créé par les différentes réglementations provinciales en matière de régimes de retraite au Canada, qui nuit à la création de régimes nationaux par les employeurs faisant des affaires dans différents territoires. De plus, l'auteur Poonam Puri a présenté ses arguments en faveur de l'élimination et de la réforme concernant la règle du 30 pour cent, dont l'application est vague, régissant les décisions en matière d'investissement prises par les gestionnaires de régimes de retraite canadiens dans son rapport intitulé « A Matter of Voice: The Case for Abolishing the 30 percent Rule for Pension Fund Investments ».

En ce qui concerne la solidification du secteur de bienfaisance du Canada, A. Abigail Payne, dans « Lending a Hand: How Federal Tax Policy Could Help Get More Cash to More Charities » et Malcolm Burrows, dans « Unlocking More Wealth: How to Improve Federal Tax Policy for Canadian Charities » ont recommandé des changements aux politiques fiscales afin d'élargir la base de dons et d'augmenter les dons de bienfaisance. Adam Aptowitz a présenté des arguments en faveur d'un nouveau système de réglementation des organismes de bienfaisance dans lequel les gouvernements provinciaux assumeraient un rôle plus important, dans son rapport intitulé « Bringing the Provinces Back In: Creating a Federated Canadian Charities Council ».

Pour terminer, nous remercions le Groupe consultatif du programme de recherche sur les régimes de retraite de l'Institut pour ses conseils avisés et sa participation active. Le groupe conseille le programme de recherche sur les régimes de retraite, lancé en mai 2007 afin d'étudier les défis principaux que doit relever le système d'épargne-retraite canadien, d'évaluer les progrès actuels, de déterminer les points forts et les points faibles au chapitre de la réglementation et de faire des recommandations afin d'assurer l'intégrité des revenus de retraite destinés aux Canadiens approchant l'âge de la retraite, qui sont de plus en plus nombreux.

dans les dernières données tirées du recensement, particulièrement parmi les autochtones et les garçons francophones. Il a constaté qu'aucune solution unique ne permettrait de régler le problème mais que la question méritait qu'on s'y attarde et que certains programmes innovants, mis en place au Québec et dans les Prairies, méritaient une attention de la part d'autres provinces.

Dans le but d'améliorer le bien-être des Canadiens, Claire de Oliveira, chargée de recherche de l'Institut en 2008/09, a examiné l'écart persistant des résultats en matière de santé entre les Canadiens riches et les Canadiens pauvres. Développant sa thèse de doctorat, elle a constaté que les efforts faits pour combler cet écart devaient mettre davantage l'accent sur le transfert en nature de biens et de services destinés aux enfants, par rapport aux efforts plus conventionnels, tels que des politiques liées au revenu ou des transferts de fonds.

Poursuivant ses travaux antérieurs pour l'Institut, le chercheur en éducation David Johnson a diagnostiqué et évalué les résultats scolaires des élèves dans les écoles et les conseils scolaires de l'Ontario. De plus, il a démontré empiriquement un lien entre la diminution des résultats scolaires des élèves ontariens et les arrêts de travail des enseignants.

« Good Health to All: Reducing Health Inequalities among Children in High- and Low-Income Canadian Families », Claire de Oliveira.

« Extra Earning Power: The Financial Returns to University Education in Canada », Karim Moussaly-Sergieh et François Vaillancourt.

« Collateral Damage: The Impact of Work Stoppages on Student Performance in Ontario », David Johnson.

GRUPE CONSULTATIF : PROGRAMMES SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE DE L'INSTITUT C.D. HOWE

CO-PRÉSIDENTS DU CONSEIL :

Claude Lamoureux, ancien président-directeur général du Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

Brian FitzGerald
Capital G Consulting Inc.
Bruce Gordon, Financière
Manuvie Canada

Jim Pesando, Université de
Toronto
John Por
Cortex Applied Research

Nick Le Pan, ancien surintendant des institutions financières, Canada

Malcolm Hamilton, Mercer
Human Resource Consulting
Limited

Tom Reid, Sun Life
Financière Inc.

MEMBRES

Keith Ambachtsheer,
Rotman International Centre
for Pension Management,
Université de Toronto

Bryan Hocking et Scott
Perkin, Association
canadienne des
administrateurs de régimes
de retraite

Jeremy Rudin
Ministère des Finances
Tammy Schirle, Université
Wilfrid Laurier

Bob Baldwin
Steve Bonnar

Steven James, Office
d'investissement du régime
de pensions du Canada

Jack Selody, Banque du
Canada
Terri Troy, Association
canadienne des gestionnaires
de fonds de retraite

Elizabeth Brown, Hicks
Morley Hamilton, Stewart
Storie LLP

Ian Markham, directeur de
l'innovation en matière de
pensions, Towers Watson

Fred Vettese, Morneau
Sobeco

Peter Drake, Fidelity
Investments

Michael Nobrega, Régime de
retraite des employés
municipaux de l'Ontario

Barbara Zvan, Régime de
retraite des enseignantes et
des enseignants de l'Ontario

Frank Fedyk, Ressources
humaines et Développement
social Canada

Ellen Nygaard, ministère des
Finances de l'Alberta

PUBLICATIONS

« Supersized Superannuation: The Startling Fair-Value Cost of Federal Government Pensions », Alexandre Laurin et William B.P. Robson.

« Lending a Hand: How Federal Tax Policy Could Help Get More Cash to More Charities », A. Abigail Payne

« Pension Reform: How Canada Can Lead the World », Keith Ambachtsheer.

« Bringing the Provinces Back In: Creating a Federated Canadian Charities Council », Adam Aptowitz.

« Unlocking More Wealth: How to Improve Federal Tax Policy for Canadian Charities – The Charities Papers », Malcolm Burrows.

« The Pension Tangle: Achieving Greater Uniformity of Pension Legislation and Regulation in Canada », Gretchen Van Riesen.

« Building Affordable Rental Housing in Unaffordable Cities: A Canadian Low-Income Housing Tax Credit », François Des Rosiers et Marion Steele.

« Débâcle à la Caisse : Que faire avec le Régime de rentes du Québec? », Alexandre Laurin.

« A Matter of Voice: The Case for Abolishing the 30 percent Rule for Pension Fund Investments », Poonam Puri.

Coup d'œil sur les **ACTIVITÉS DE 2009**

14 JANVIER : TABLE RONDE
Le Canada d'abord : défis profonds, choix manifestes, Ed Stelmach, premier ministre de l'Alberta

28 JANVIER : TABLE RONDE
Nids-de-poule ou culs-de-sac? L'avenir du secteur de l'automobile en Amérique du Nord, Dennis DesRosiers, président, DesRosiers Automotive Consultants Inc.

29 JANVIER : TABLE RONDE
Faire concurrence pour gagner sur les marchés financiers mondiaux, L'honorable Tom Hockin

3 FÉVRIER : TABLE RONDE
Compte rendu à la suite du budget 2009, Robert A. Wright, sous-ministre, ministère des Finances Canada

5 FÉVRIER : TABLE RONDE
La mise en œuvre des changements en 2009 et au-delà : Comment assurer la durabilité des soins de santé en Ontario L'honorable David Caplan, ministre, ministère de la Santé et des Soins de longue durée de l'Ontario

19 FÉVRIER : SÉMINAIRE MINTZ
Les réformes qui comptent : La politique fiscale intelligente vis-à-vis de la compétition internationale, James R. Hines, professeur, Université du Michigan

23 FÉVRIER : CONFÉRENCE
L'évaluation à la valeur du marché : les aspects positifs, les aspects négatifs et les choix, Manmohan Agarwal, agrégé supérieur de recherches invité et chargé de programme, Centre for International Governance Innovation; Eric Helleiner, chaire CIGI en gouvernance internationale et professeur, Université de Waterloo; Peter Martin, directeur des normes comptables, Conseil des normes comptables du Canada; Pierre Siklos, professeur d'économie, Université Wilfrid Laurier

DÎNER : Nicholas Le Pan, ancien surintendant, Bureau du surintendant des institutions financières; Dominic D'Alessandro, président et chef de la direction, Financière Manuvie

26 FÉVRIER : TABLE RONDE
Turbulence dans le secteur automobile? Repenser le chemin, L'honorable Michael Bryant, ministre du Développement économique de l'Ontario

4 MARS : CONFÉRENCE
Les prix et la réglementation de l'électricité en Ontario : répondre aux besoins en électricité en Ontario pour les cinquante prochaines années, Judith Andrew, vice-présidente, Ontario, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante; Bruce Boland, vice-président principal, Affaires d'entreprise, Ontario Power Generation Inc.; Jan Carr; Pelino Calaiacovo, directeur général, Morrison Park Advisors; Aleck Dadson, chef de l'exploitation, Commission de l'énergie de l'Ontario; Donald Dewees, professeur d'économie, Université de Toronto; Rick Jennings, directeur de la division Énergie, ministère de l'Énergie, des Sciences et de la Technologie; Paul Murphy, président et chef de la direction, IESO; Amir Shalaby, vice-président de la planification du réseau d'électricité, Ontario Power Authority; George Vegh, McCarthy Tétrault LLP; Frank A. Wolak, professeur d'économie, Université Stanford; Michael Wyman

6 MARS : CONFÉRENCE
Vers une facilité de crédit garantie au Canada, Kevin Andrews, président et chef de la direction, Corpfinance International Limited; Moë Danis, directeur général, financement de crédit-bail, Financière Sun Life Inc.; Sheryl Kennedy, présidente-directrice générale, Promontory Financial Group Canada; Colin Kilgour, président, Kilgour Advisory Group; Nicolas Logan, président et chef de la direction, National Leasing; Sean Mann, directeur général, Groupe de la titrisation canadienne, CIBC World Markets; Jerry Marriott, directeur général, Canadian RMBS/ABS – DBRS Limited; Joel Starkes, directeur, Groupe de la titrisation canadienne, BMO Marchés des capitaux; Matt Stovcsik, directeur de la titrisation, Ford Motor Company

10 MARS : TABLE RONDE
L'élaboration d'un cadre économique fort : le statu quo n'est pas une option, L'honorable Tony Clement, ministre de l'Industrie

11 MARS : TABLE RONDE
Le défi de 8 milliards de dollars : Shelley Carroll, le budget d'exploitation 2009 de Toronto et au-delà, Shelley Carroll, présidente du comité budgétaire, conseil municipal de Toronto et conseillère du quartier 33 – Don Valley East

13 MARS : CONFÉRENCE
Application de la réforme de la taxe de vente en Ontario, Richard M. Bird, Université de Toronto; Robert D. Brown; Donald Drummond, premier vice-président et économiste en chef, Groupe financier Banque TD; Peter Dungan, Institute for Policy Analysis, Université de Toronto; Pierre-Pascal Gendron, professeur d'économie, Humber Institute of Technology & Advanced Learning; Thomas A. Wilson, conseiller principal, Institute for Policy Analysis, Université de Toronto.

31 MARS : TABLE RONDE
L'infrastructure de l'énergie en Amérique du Nord : possibilités et défis, Harold Kvisle, chef de la direction, TransCanada Corporation

1 AVRIL : TABLE RONDE
En marche : des emplois dans le secteur nucléaire, l'économie et notre avenir énergétique, Hugh MacDiarmid, président-directeur général, Énergie atomique du Canada limitée

6 AVRIL : TABLE RONDE
Attention à votre argent : un modèle de gouvernance éprouvé par la crise financière, Robert Astley, président du conseil, Office d'investissement du régime de pensions du Canada

7 AVRIL : TABLE RONDE
Le dégel du système : principes permettant d'améliorer les politiques réglementaires et fiscales lorsque les marchés du crédit gèlent, Jack Mintz, chaire Palmer en politique publique de l'Université de Calgary.

14 AVRIL : TABLE RONDE
En commençant par le bas : la production de résultats dans des périodes difficiles, David Livingston, président, Infrastructure Ontario

15 AVRIL : TABLE RONDE
L'avenir de l'énergie nucléaire, Armand Laferrère, président et chef de la direction, AREVA Canada

16 AVRIL : TABLE RONDE
La perspective de l'Inde sur les événements mondiaux, Montek S. Ahluwalia, vice-président du conseil, Commission de planification, gouvernement de l'Inde

22 AVRIL : TABLE RONDE
Ce que Toronto fait pour les individus et les entreprises pendant cette période de récession, David Miller, maire, Ville de Toronto

24 AVRIL : TABLE RONDE
Les immigrants au Canada : combien? Qui sont-ils? L'honorable Jason Kenney, Minister of Citizenship, Immigration & Multiculturalism, Citoyenneté et Immigration Canada

27 AVRIL : TABLE RONDE
Une fondation solide pour un Canada fort, L'honorable Rona Ambrose, ministre du Travail

12 MAI : CONFÉRENCE
La démographie dans le Canada atlantique, Victor Boudreau, ministre, ministère des Finances du Nouveau-Brunswick; Colin Busby, analyste de politique, Institut C.D. Howe Institute; Pierre-Marcel Desjardins, professeur agrégé, Université de Moncton; Colin Dodds, président, Université Saint Mary's; Leanne Hachey, vice-présidente de la région de l'Atlantique, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante; Joan McArthur-Blair, présidente, Nova Scotia Community College; James McNiven, professeur émérite, Administration publique, Université de Dalhousie; William Robson, président-directeur général, Institut C.D. Howe; Giuseppe Ruggeri, professeur d'économie, Université du Nouveau-Brunswick; Tammy Schirle, professeure adjointe, Université Wilfrid Laurier; Byron G. Spencer, professeur d'économie, Université McMaster

20 MAI : SOUPER DES DIRECTEURS
Les trois sages : réactions politiques au repli économique mondial, David Dodge, conseiller principal, Bennett Jones LLP; John Crow; Gordon G. Thiessen

26 MAI : TABLE RONDE
Vers un nouveau modèle pour l'architecture mondiale de la réglementation financière, Malcolm D. Knight, vice-président du conseil, Deutsche Bank AG

Invités savourant leur souper et écoutant un conférencier lors de la Conférence des bienfaiteurs.



29 MAI : TABLE RONDE

L'investissement en matière d'énergie et la conservation en Ontario : les perspectives pour les producteurs et les consommateurs d'électricité. L'honorable George Smitherman, ministre de l'Énergie et de l'Infrastructure, Ontario

1er JUIN : TABLE RONDE

La réforme des régimes de retraite en Ontario. L'honorable Dwight Duncan, ministre des Finances, Ontario

3 JUIN : TABLE RONDE

Les survivants : leçons de la crise financière pour les États-Unis, le Canada et le monde. Chrystia Freeland, rédactrice en chef aux États-Unis, *Financial Times*

4 JUIN : TABLE RONDE

L'énergie propre : que doit faire le Canada à partir d'aujourd'hui? L'honorable Jim Prentice, ministre de l'Environnement

18 JUIN : TABLE RONDE

De l'électricité fiable à long terme: le GEA à l'œuvre. Colin Andersen, chef de la direction, Ontario Power Authority

29 JUIN : TABLE RONDE

BDC : et ensuite? Jean-René Halde, président et chef de la direction, Banque de développement du Canada

3 SEPTEMBRE : TABLE RONDE

L'engagement du Canada en Afghanistan. Ron Hoffmann, ambassadeur sortant en Afghanistan

17 SEPTEMBRE : TABLE RONDE

Où les Canadiens obtiendront-ils leurs nouvelles? Perspectives et défis pour les journaux et les médias au Canada. Phillip Crowley, éditeur et chef de la direction, *The Globe and Mail*

23 SEPTEMBRE : TABLE RONDE

Le contexte mondial auquel doit faire face le Canada : aujourd'hui et à l'avenir. Kevin Lynch, ancien greffier du Conseil privé, Bureau du Conseil privé

29 SEPTEMBRE : TABLE RONDE

L'Australie et le Canada : convergence ou divergence? Là où nous sommes d'accord et là où nous ne le sommes pas. Justin Brown, haut-commissaire, Haut-commissariat de l'Australie

2 OCTOBRE : TABLE RONDE

La responsabilité sociale des entreprises : les administrateurs sont-ils allés trop loin, ou ne vont-ils pas assez loin? Paul Desmarais, Jr., président et co-chef de la direction, Power Corporation of Canada; Charles Sirois, président du conseil et directeur général, Telesystem Ltd.; J. Frank Brown, doyen, INSEAD; Filipe Santos, Professeur adjoint d'entrepreneuriat à l'INSEAD, et directeur de l'Initiative entrepreneuriat social

6 OCTOBRE : TABLE RONDE (calgary)

Ne gaspillez pas une bonne crise! Comment réparer la pagaille dans les régimes de retraite. William Robson, président-directeur général, Institut C.D. Howe

9 OCTOBRE : TABLE RONDE (Vancouver)

Ne gaspillez pas une bonne crise! Comment réparer la pagaille dans les régimes de retraite. William Robson, président-directeur général, Institut C.D. Howe

14 OCTOBRE : CONFÉRENCE

Conférence sur les politiques de convergence dans le secteur des télécommunications. Adrian Foster, McLean Foster & Co.; Peter Grant, associé, McCarthy Tétraut LLP; Michael Hennessy, premier vice-président, Affaires réglementaires et gouvernementales, TELUS; Lawson A. Hunter, avocat, Stikeman Elliott LLP; Edward Iacobucci, professeur de droit, Université de Toronto; Sheridan E. Scott, associé, Bennett Jones LLP; Michael J. Trebilcock, directeur, droit et économie, Université de Toronto; Konrad von Finckenstein, président du conseil, Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

15 OCTOBRE : TABLE RONDE

L'avenir du Canada en matière d'énergie : l'équilibre entre l'impact économique et la responsabilité environnementale. Marcel R. Coutu, président et chef de la direction, Canadian Oil Sands Limited

21 OCTOBRE : CONFÉRENCE

Meilleurs ensemble : les coûts et les avantages d'une politique intégrée de plafonnement et échange du carbone en Amérique du Nord. Jared Carbone, professeur agrégé d'économie, Université de Calgary; Bruce Carson, directeur exécutif, Canada School of Energy and Environment, Université de Calgary; D. R. Collyer, président, Association canadienne des producteurs pétroliers; Carolyn Fischer, chargée de recherche principale, Resources for the Future; Heather Holsinger, chargée de recherche principale pour la politique intérieure, Pew Center on Global Climate Change; Tim Lesiuk, coprésident du conseil, Western Climate Initiative; Michael Martin, sous-ministre adjoint, Environment Canada; Bob Page, vice-président, Développement durable, TransAlta Corporation; Dave Sawyer, EnviroEconomic; Jeffrey Schott, chargé de recherche principal, Institute for International Economics; Errick Willis, Willis Climate Group

21 OCTOBRE : TABLE RONDE

Les perspectives économiques et fiscales du Canada : défis à relever. Kevin Page, directeur parlementaire du budget, Bureau du directeur parlementaire du budget

21 OCTOBRE : SOUPER SPÉCIAL

Le climat économique actuel en Alberta : défis et solutions. L'honorable Iris Evans, ministre des Finances et des Entreprises, Finance and Enterprise, Alberta



David Dodge, Bill Robson, Barbara Stymiest, Gordon Thiessen et John Crow lors du Souper des directeurs.

23 OCTOBRE : TABLE RONDE

Principes et priorités de Tim Hudak pour un meilleur avenir pour l'Ontario. Tim Hudak, chef du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario

27 OCTOBRE : CONFÉRENCE

Politique relative à la main-d'œuvre pour les Forces armées canadiennes : défis pour les employeurs et les employés découlant des lois sur la protection des emplois des réservistes. Sonja I. Bata, directrice, Bata Limited; Jennifer Bennett, commandante de la Réserve navale, Réserve navale du Canada; Robert Blakely, avocat spécialisé en droit du travail et réserviste, ancien commandant de la Réserve navale du Canada; John Dolbec, chef de la direction, Chambre de commerce de Hamilton; John Craig Eaton, Conseil de liaison des Forces canadiennes; J. R. MacIsaac, directeur de la Réserve générale et des cadets; John Milne, commandant adjoint du secteur du Centre de la Force terrestre; Gary O'Brien, directeur général, Réserve terrestre

28 OCTOBRE : TABLE RONDE

Considérations le long de la voie de la réforme de la réglementation financière. Julie Dickson, surintendante des institutions financières Canada

30 OCTOBRE : TABLE RONDE

Cela donne à penser. James Prokopanko, président et chef de la direction, Mosaic

30 OCTOBRE : TABLE RONDE

La décision de la Cour suprême dans l'affaire BCE – le défi relatif à la définition d'une bonne conscience sociale comme norme de conduite pour les administrateurs. Clay Horner, associé, Osler, Hoskin & Harcourt LLP; Edward J. Waitzer, président eu conseil, Stikeman Elliott LLP

2 NOVEMBRE : TABLE RONDE

Gestion des régimes de retraite et des fonds de dotation à long terme, sous l'œil du public. Leo de Bever, chef de la direction, Alberta Investment Management Corp.

9 NOVEMBRE : CONFÉRENCE

SYLVIA OSTRY
Nouvelles sources de croissance : la création d'une économie mondiale plus forte, plus équitable et plus propre. Angel Gurria, secrétaire-général, Organisation de coopération et de développement économiques

10 NOVEMBRE : TABLE RONDE

Comment devrions-nous payer pour le transport en commun? J. Robert S. Prichard, président et chef de la direction, Metrolinx

18 NOVEMBRE : CONFÉRENCE ET SOUPER DES BIENFAITEURS

La réforme des régimes de retraite : comment le Canada peut prendre la tête. Keith P. Ambachtsheer, directeur, Rotman International Centre for Pension Management, Université de Toronto; Malcolm P. Hamilton, partenaire mondial, Mercer; Nicholas Le Pan; William Robson, président-directeur général, Institut C.D. Howe

20 NOVEMBRE : TABLE RONDE

La reprise économique : le rôle du commerce et de l'investissement. Louis Lévesque, sous-ministre pour le commerce international, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada

18 DÉCEMBRE : TABLE RONDE

Un nouveau chapitre économique pour le Canada : une nouvelle Loi sur la concurrence. Melanie L. Aitken, Commissaire de la concurrence, Bureau de la concurrence Canada



Chrystia Freeland, rédactrice en chef aux États-Unis de *Financial Times* et Bill Robson, PDG de l'Institut C.D. Howe.

Points saillants du DÉVELOPPEMENT

Adhésions et abonnements

L'appui procuré par les membres et les abonnés permet à l'Institut de faire appel à des chercheurs exceptionnels, de faire la promotion d'idées innovantes et d'encourager les réponses plus intelligentes et plus pointues aux défis actuels et futurs.

- Les adhésions et les abonnements annuels constituent notre principale source de revenus et permettent la réalisation de tous nos travaux.
- Les dons importants ciblés permettent à nos partisans d'augmenter les capacités de l'Institut en matière de recherche et de diffusion dans des domaines d'intérêt spécifiques. Ils viennent compléter la campagne annuelle, permettant ainsi à l'Institut de recruter des chercheurs et de soutenir des programmes qui renforcent sa capacité à élaborer des solutions innovantes aux défis en matière de politique.

L'Institut accueille volontiers l'appui des particuliers et des sociétés et bénéficie d'un soutien dans toutes les régions du pays et tous les secteurs économiques.

Dons importants

Les individus et les organismes qui souhaitent appuyer les travaux de l'Institut, en plus de la campagne annuelle d'adhésion/d'abonnement, peuvent commanditer un événement ou un projet de recherche, faire un don planifié à l'Institut et assurer sa capacité à apporter des changements dans un secteur des politiques en faisant une dotation.

DONS CIBLÉS ET COMMANDITES

Comme le note David Dodge, président du conseil, dans son introduction au présent rapport, une augmentation des dons importants et des commandites d'événements a permis à l'Institut d'améliorer ses programmes de conférences et de recherche en 2009.

FONDS DE DOTATION

Les fonds de dotation procurent une source de financement prévisible et sûre pour les programmes de recherche, les conférences et les publications dans les domaines prioritaires.

Le conseil d'administration de l'Institut C.D. Howe s'assure que la gestion des dons rencontre ou dépasse les normes acceptées en matière de bonne gouvernance et les principes comptables généralement reconnus. Le conseil maintient une politique de placement et une politique de dotation, surveillées et mises en œuvre par le comité de vérification des finances et de développement, composé d'administrateurs dont le sens aigu des affaires et des finances compte parmi les meilleurs au Canada.

L'Institut possède plusieurs fonds de dotation qui appuient à perpétuité des initiatives essentielles et les priorités en matière de financement. Ces fonds comprennent :

- le fonds de dotation pour les études particulières, créé par le mécène fondateur Alfred Wirth.
- la chaire Roger Phillips en politique sociale, financée par Roger Phillips. Augmente les résultats et la qualité relatives aux préoccupations en matière de politiques sociales essentielles telles que l'éducation, les dossiers autochtones, et les soins de santé.
- le fonds de dotation Jack Mintz, soutenu par des amis et des collègues en l'honneur de l'ancien président-directeur général de l'Institut, Jack Mintz. Assure le financement du séminaire Mintz annuel sur la politique fiscale au Canada.
- le fonds de dotation Sylvia Ostry, soutenu par des amis et des collègues en l'honneur du rôle de premier plan de Mme Ostry en ce qui touche la politique économique internationale. Assure le financement de la conférence annuelle Sylvia Ostry.
- le fonds de dotation pour la politique monétaire, créé avec le soutien initial du secteur des services financiers canadien après le début de la crise financière et en réaction au nombre accru de demandes de conseils en matière de politique

COMMANDITAIRES

L'excellent rendement de l'Institut aurait été impossible sans le soutien ciblé fourni par les collaborateurs suivants

Alberta Environment	Conférence des associations de la défense
Alberta Water Research Institute	David P. O'Brien
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Ministère des Finances du Canada
The Aurea Foundation	Fondation canadienne Donner
Barrick Gold Corporation	Enbridge inc.
Bennett Jones LLP	Environment Canada
Brookfield Renewable Power	GE Canada
Banque de développement du Canada	The Harold Crabtree Foundation
Canadian Defence and Foreign Affairs Institute	The Max Bell Foundation
Association Canadienne de Financement et de Location	The Morrison Foundation
Conseil international du Canada	Ministère de l'Éducation post-secondaire du Nouveau-Brunswick
Centre for International Governance and Innovation	Terre-Neuve-et-Labrador, ministère des Ressources humaines
Certified General Accountants of Ontario	Ministère des Finances de la Nouvelle-Écosse
	Ontario Power Authority
	Ontario Power Generation
	RBC Groupe financier
	TELUS

provenant des niveaux supérieurs du gouvernement ainsi que de la fonction publique, des dirigeants du secteur privé et des médias. Le soutien fourni par le fonds de dotation permet de renforcer la recherche et la programmation monétaire et macro-financière de l'Institut.



Jane Ambachtsheer et Russell J. Morrison lors de la Conférence des bienfaiteurs 2009.

LE PERSONNEL de l'Institut



Philippe Bergevin
Analyste de politique
Colin Busby
Analyste de politique
Benjamin Dachis
Analyste de politique
Aline Emrizian
Réceptionniste et
coordonnatrice de bureau
Nairy Emrizian
Coordonnatrice du
développement et des
membres

James Fleming
Rédacteur et directeur des
media
Sandra Gambóias
Agente de développement
et affaires publiques
Madelaine Gileadi
Coordonnatrice des
conférences
Kristine Gray
Adjointe de direction et
coordonnatrice financière
des activités

Alyson Henry
Bibliothécaire et
coordonnatrice des services
d'information
Rowena Jeffers
Directrice de
l'administration et
financiers
Julie Kelsey
Planificatrice principale des
activités
Hal Koblin
Directeur des
communications

Alexandre Laurin
Directeur adjoint de
recherche
Warren Mahomed
Administrateur de système
et de la base de données
Jessica Millar
Agente du développement
et des affaires publiques
Duncan Munn
Vice-président principal et
chef de l'exploitation

Finn Poschmann
Vice-président de la
recherche
Joan Price
Secrétaire générale et
assistante de direction
auprès du président-
directeur général
William B.P. Robson
Président-directeur général
Heather Vilistus
Graphiste

INDÉPENDANTE ■ RAISONNÉ ■ PERTINENT

Le Programme des chercheurs parrainés

Le Programme des chercheurs parrainés permet à l'Institut C.D. Howe de retenir les services de chercheurs éminents, afin qu'ils consacrent une partie de leur temps à une participation active à son programme de recherche. Les titulaires sont choisis en fonction de leur mission professorale et sont financés grâce aux subventions généreuses de plusieurs organismes. L'Institut tient particulièrement à remercier les organismes et individus suivants qui ont participé au Programme en 2009 :

- Jean-Yves Duclos, chercheur du Québec en politiques économiques,
- Roger Phillips, pour l'appui de John Richards, chercheur Phillips en politiques sociales;
- The Aurea Foundation pour l'appui de Bev Dahlby, chercheur en politique publique

Chercheurs 2009

Chargés de recherche invités

Bev Dahlby
Jean-Yves Duclos
David R. Johnson
David Laidler
John Richards

Peter Meekison
Al O'Brien
Sylvia Ostry
Grant L. Reuber
Gordon G. Thiessen

Chargés de recherche principaux

Yvan Allaire
John W. Crow
Don Drummond
Claude Forget
Frederick W. Gorbet
Stanley Hartt
Ron Hicks
Thomas E. Kierans
Nicholas Le Pan

Chargés de recherche

Alan Alexandroff
Charles Beach
Richard Bird
Marcel Boyer
Miles Corak
James Davies
W. Erwin Diewert
Wendy Dobson
Ross Finnie
Pierre Fortin
Charles Freedman

Michael Hart
John Helliwell
Ian Irvine
Jon Kesselman
Paul R. Masson
Kevin Milligan
Frank Milne
Patrick J. Monahan
Alice Nakamura
Nancy Olewiler
Christopher Ragan
William Scarth
Michael Smart
Mark Stabile
Arthur Sweetman
Michael Trebilcock
Daniel Trefler

William Watson
Thomas A. Wilson
Robert Young

Chargés de recherche internationaux

Richard Blundell
Willem H. Buiter
Janet Currie
Arnold C. Harberger
Peter Howitt
Neil Quigley
Hans-Werner Sinn

Chargés de recherche étudiants

Claire De Oliveira

LES MEMBRES de l'institut

UNIVERSITÉS ET COLLÈGES

Université Athabasca
 Université de Cap-Breton
 Université Carleton
 HEC Montréal
 Université Laval
 Université McMaster
 Université Queen's
 Université Ryerson
 Université de Calgary
 Université de Lethbridge
 Université Western Ontario
 Université de Sherbrooke
 Université de l'Alberta
 Université de la Colombie-Britannique
 Université du Manitoba
 Université d'Ottawa
 Université de Regina
 Université de la Saskatchewan
 Université de Toronto
 Université de Waterloo
 Université Wilfrid Laurier

PARTICULIERS

Andrew Abouchar
 Francis R. Allen
 KPA Advisory Services Ltd.
 W.F.C. (Rick) Baker
 John Bell
 Jalynn H. Bennett
 Michel Benoit
 William Black
 David E. Bond
 R.A.N. Bonnycastle
 Jack Brodsky
 Justin Brown

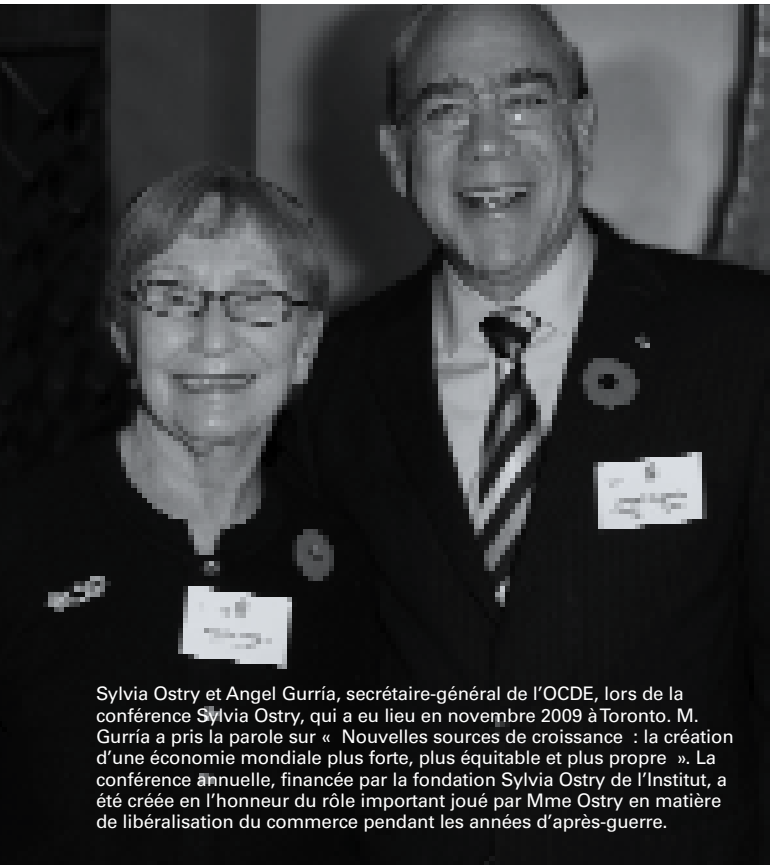
Gordon Bruce
 Peter Buzzi
 Robert C. Caldwell
 Kenneth Christoffel
 Jack Cockwell
 Marshall A. Cohen
 E. Kendall Cork
 Marcel Côté
 Glen Cronkwright
 Thomas P. d'Aquino
 Bryan et Malkin Dare
 MKS Inc.
 Laurent Desbois
 Jim Dinning
 Rod Dobson
 Wendy Dobson
 Stephen Dulmage
 Janet Ecker
 William F. Empey
 John T. Ferguson
 James D. Fleck
 Briar Foster
 Peter Goring
 Patrick Gossage
 John A.G. Grant
 James K. Gray
 John Haag
 Geoffrey Hale
 Mary et Graham Hallward
 Victor Harding
 Gerald Hatch
 Mark Hawman
 G.R. Heffernan
 Lawrence Herman
 Jim Hinds
 Rebecca Horwood

Dallas Howe
 H. Douglas Hunter
 Julien Hutchinson
 Richard W. Ivey
 W. Edwin Jarmain
 Jon R. Johnson
 Robert Johnstone
 John A. Kazanjian
 Claire M.C. Kennedy
 Thomas E. Kierans
 James T. Kiernan
 Joseph Kruger II
 Daniel Labrecque
 David A. Leslie
 J.W. (Wes) MacAleer
 John MacNaughton
 R.B. (Biff) Matthews
 James W. McCutcheon
 James P. McIlroy
 John D. McNeil
 Jack Mintz
 Bruce H. Mitchell
 William Molson
 Russell J. Morrison
 F.W. Orde Morton
 John P. Mulvihill
 Edward P. Neufeld
 William Orovan
 James S. Palmer, C.M., AOE, c.r.
 Robert B. Pletch
 Nick Pantaleo, FCA
 Anne Poschmann
 Donald S. Reimer
 H. Sanford Riley
 W.P. Rosenfeld, c.r.
 Scott Samuel
 Guylaine Saucier
 Gavin Semple
 Brian Shaw
 Mary-Anne Sillamaa
 Andrew Spence
 Philip Spencer, c.r.
 Wayne Steadman
 Jim Stewart
 Christopher Sweeney
 Thomas H.B. Symons
 Frederick H. Telmer
 John D. Tennant
 Craig C. Thorburn
 Robert J. Turner
 Warren Viegas
 David J.S. Winfield
 Alfred G. Wirth
 Adam H. Zimmerman
 Luke Zygalko

ASSOCIATIONS, FONDATIONS ET SOCIÉTÉS

Advocis
 AGF Management Limited
 Agnico-Eagle Mines Ltd.
 Alberta Urban Municipalities
 Association
 Algoma Central Corporation
 Altus Group
 AON Consulting
 ARC Financial Corp.
 L'Association canadienne des
 administrateurs
 de régimes de retraite
 Assuris
 Astral Media Inc.
 ATB Financial
 ATCO Ltd. & Canadian Utilities Limited

Balancing Pool
 Bank of America Merrill Lynch
 Barrick Gold Corporation
 Bennett Jones LLP
 bfinance Canada Inc.
 Blake Cassels & Graydon LLP
 BMO Groupe financier
 BMO Société d'assurance-vie
 Bombardier Inc.
 Borden Ladner Gervais LLP
 BP Canada Energy Company
 Brookfield Asset Management Inc.
 Brookfield Renewable Power
 Bruce Power
 Burgundy Asset Management
 Goal Group of Companies
 Business Council of British Columbia
 Banque de développement du Canada
 Cadillac Fairview Corp. Ltd.
 Caisse de dépôt et placement
 du Québec
 Campbell Strategies
 Société d'assurance-dépôts du Canada
 Canada Overseas Investments Limited
 Société canadienne des postes
 Association canadienne des
 producteurs
 Producteurs
 Association des banquiers canadiens
 Chambre de Commerce du Canada
 Association canadienne de pipelines
 d'énergie
 Fédération canadienne de l'entreprise
 indépendante
 Association Canadienne de
 Financement
 et de Location
 Association Canadienne du Gaz
 Banque Canadienne Impériale de
 Commerce
 Association canadienne des
 compagnies
 d'assurances de personnes inc.
 Canadian Oil Sands Limited
 Chemin de fer Canadien Pacifique
 Limitée
 Association canadienne d'études
 fiscales
 Banque Canadienne de l'Ouest
 Canam Group Inc.
 Candor Investments Ltd.
 Cargill Limited
 CCL Group Inc.
 Certified General Accountants
 Association of Alberta
 Certified General Accountants of
 Ontario
 Association canadienne de l'industrie
 de la chimie
 Clairvest Group Inc.
 CMA Holdings Incorporated
 CN
 Cogeco Inc.
 Costco Wholesale
 Covarity Inc.
 Credit Union Central of Canada
 Deloitte Management Services LP
 Groupe Desjardins
 Deutsche Bank AG, agence canadienne
 Devon Canada Corporation
 Fondation canadienne Donner
 E-L Financial Corporation Limited
 E.H. Price Limited



Sylvia Ostry et Angel Gurría, secrétaire-général de l'OCDE, lors de la conférence Sylvia Ostry, qui a eu lieu en novembre 2009 à Toronto. M. Gurría a pris la parole sur « Nouvelles sources de croissance : la création d'une économie mondiale plus forte, plus équitable et plus propre ». La conférence annuelle, financée par la fondation Sylvia Ostry de l'Institut, a été créée en l'honneur du rôle important joué par Mme Ostry en matière de libéralisation du commerce pendant les années d'après-guerre.



Nicholas Le Pan lors de la Conférence des bienfaiteurs.

E.I. DuPont du Canada Limitée
 Economap Inc.
 Edco Financial Holdings Ltd.
 Edmonton Economic Development Corporation
 Enbridge
 EnCana Corporation
 Conseil canadien de l'énergie
 Ensign Energy Services Inc.
 Ernst & Young LLP
 Exportation et développement Canada
 Fednav Limited
 Fidelity Investments
 Dirigeants financiers internationaux du Canada
 First National Financial LP
 Ford du Canada Limitée
 Association des produits forestiers du Canada
 Four Halls Inc.
 Fraser Milner Casgrain LLP
 GE Canada
 Gibson Energy ULC
 Gluskin Sheff + Associates Inc.
 Goal Group of Companies
 Goodmans LLP
 Grant Thornton LLP
 Greater Saskatoon Chamber of Commerce
 Groupe Aeroplan
 Harvard Developments Inc., A Hill Company
 Banque HSBC Canada
 Hydro One Inc.
 Hydro-Québec
 IBM Canada Ltée
 Compagnie Pétrolière Impériale Ltée
 Imperial Tobacco Canada Limited
 Independent Electricity System Operator
 Information Services Corporation of
 Saskatchewan
 Institut de Prévention des Sinistres Catastrophiques
 Bureau d'assurance du Canada
 Association canadienne du commerce des valeurs
 mobilières
 Association canadienne des courtiers en valeurs
 mobilières
 Groupe Investors
 J.P. Morgan Securities Canada Inc.
 Fondation Jackman
 Jarislowsky, Fraser Limited
 Fondation John Dobson
 Kal Tire Ltd.
 Kinross Gold Corporation
 KPMG LLP
 La Jolla Resources International Ltd.
 Lehigh Inland Cement Limited
 Maclab Enterprises

Financière Manuvie
 Fondation Max Bell
 McCarthy Tétrault LLP
 Groupe Santé Medisys
 Mercer
 Metro Inc.
 Minto Group Inc.
 Monarch Corporation
 Monitor Group
 Morgan Meighen & Associates
 Morneau Sobeco
 Mosaic Canada
 Mullen Group Income Fund
 Banque Nationale du Canada
 NAV CANADA
 Société d'Énergie du Nouveau-Brunswick
 Nexen Inc.
 Northern Alberta Institute of Technology
 O'Regan's Automotive Group
 Onex Corporation
 Ontario Centres of Excellence Inc.
 Régime de retraite des employés municipaux de
 l'Ontario
 (OMERS)
 Ontario Power Generation Inc.
 Régime de retraite des enseignantes et des
 enseignants de l'Ontario
 Fondation Trillium de l'Ontario
 OpenText Corporation
 Osler, Hoskin & Harcourt LLP
 Petro-Canada
 Fondation Pirie
 Power Corporation of Canada
 Pratt & Whitney Canada
 PricewaterhouseCoopers LLP
 Prism Partners Inc.
 Procom Consultants Group Ltd.
 Procter & Gamble Inc.
 Promontory Financial Group Canada
 RBC Groupe financier
 Rio Tinto Alcan
 SaskTel
 Banque Scotia
 Shell Canada Limitée
 Groupe SNC-Lavalin Inc.
 Société générale de financement du Québec
 Stewart McKelvey
 Financière Sun Life Inc.
 Suncor Energy Inc.
 Association suisse des banquiers
 Tax Executives Institute, Inc.
 Groupe Financier Banque TD
 Teck Cominco Limited



David Dodge, Nancy Hughes, Anthony et Joseph Rotman lors du Souper des directeurs.

Telus
 Fondation de la famille Birks
 L'Institut Canadien des
 Comptables Agréés
 La Great-West Life Compagnie d'assurance-vie,
 London Life,
 Compagnie d'assurance-vie et Canada Life
 The Institute for Competitiveness and
 Prosperity
 Institut des fonds d'investissement du Canada
 Association des chemins de fer du Canada
 Standard Life
 The Toronto Board of Trade
 ThyssenKrupp Canada, Inc.
 Torys LLP
 Towers Watson
 TransAlta Corporation
 Transat A.T. Inc.
 TransCanada Corporation
 UPS Canada
 Vale Inco Limitée
 Via Rail Canada Inc.
 Viterra
 Wawanesa Insurance
 Weston Forest Group
 Commission de la sécurité professionnelle et de
 l'assurance contre les accidents du travail

*Les opinions exprimées par
 l'Institut C.D. Howe
 ne reflètent pas nécessairement
 celles de ses membres.*

Aux membres de l'Institut C.D. Howe

Le bilan condensé ainsi que les états condensés des résultats et de l'évolution des soldes de fonds ci-joints ont été établis à partir des états financiers complets de l'Institut C.D. Howe au 31 décembre 2009 et pour l'exercice terminé à cette date, à l'égard desquels nous avons exprimé une opinion sans réserve dans notre rapport daté du 26 février 2010. La présentation d'un résumé fidèle des états financiers complets relève de la responsabilité de la direction. Notre responsabilité, en conformité avec la note d'orientation pertinente concernant la certification publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés, consiste à faire rapport sur les états financiers condensés.

À notre avis, les états financiers condensés ci-joints présentent, à tous les égards importants, un résumé fidèle des états financiers complets correspondants selon les critères décrits dans la note d'orientation susmentionnée.

Les états financiers condensés ci-joints ne contiennent pas toutes les informations requises selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le lecteur doit garder à l'esprit que ces états financiers risquent de ne pas convenir à ses fins. Pour obtenir de plus amples informations sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'Institut, le lecteur devra se reporter aux états financiers complets correspondants.

Deloitte & Touche s.r.l.

*Comptables agréés
Experts-comptables autorisés
Toronto (Ontario)
Le 26 février 2010*

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONDENSÉS

BILAN CONDENSÉ

au 31 décembre 2009

	2009	2008
	\$	\$
ACTIF		
À COURT TERME		
Trésorerie	329 240	281 078
Placements à court terme	5 281 106	4 489 073
Débiteurs	203 032	180 533
Charges payées d'avance	37 666	45 160
	5 851 044	4 995 844
IMMOBILISATIONS	451 522	544 193
	6 302 566	5 540 037
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	123 959	163 809
Apports reportés	1 320 902	963 647
	1 444 861	1 127 456
À LONG TERME		
Apports en capital reportés	357 620	349 754
Loyers reportés	230 446	226 366
	588 066	576 120
	2 032 927	1 703 576
SOLDES DE FONDS		
Investis en immobilisations	93 902	194 439
Fonctionnement	1 304 081	1 214 313
Dotation	2 871 656	2 427 709
	4 269 639	3 836 461
	6 302 566	5 540 037

ÉTAT CONDENSÉ DES RÉSULTATS

Exercice terminé le 31 décembre 2009

	2009	2008
	\$	\$
PRODUITS		
Apports et contributions	2 520 153	3 019 772
Produits tirés de réunions	489 982	458 376
Intérêts créditeurs	35 440	74 564
Revenu de dotation	32 039	53 224
Vente de publications et commandites	31 152	29 843
Produits tirés de contrats	38 623	19 284
	3 147 389	3 655 063
CHARGES		
Frais de recherche et d'administration et charges relatives aux projets	3 048 431	3 548 199
Amortissement	97 361	104 935
	3 145 792	3 653 134
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES D'EXPLOITATION	1 597	1 929

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONDENSÉS

ÉTAT CONDENSÉ DE L'ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS

Exercice terminé le 31 décembre 2009

				2009	2008
	Fonds investis en immobilisations	Fonds de fonctionnement	Fonds de dotation	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Soldes au début	194 439	1 214 313	2 427 709	3 836 461	3 056 530
Excédent des produits sur les charges pour l'exercice	(75 227)	76 824	—	1 597	1 929
Variation des pertes non réalisées sur les placements à court terme	—	(10 671)	—	(10 671)	—
(Perte) gain non réalisé(e) sur les placements à court terme	—	(1 695)	(6 079)	(7 774)	10 671
Apport reçus au cours de l'exercice	—	—	429 120	429 120	752 339
Excédent du revenu de dotation sur les charges	—	—	20 906	20 906	14 992
Achat d'immobilisations	4 690	(4 690)	—	—	—
Apports en capital reportés reçus	(30 000)	30 000	—	—	—
SOLDES À LA FIN	93 902	1 304 081	2 871 656	4 269 639	3 836 461

Au cours de l'exercice, les dotations ont généré un revenu de placement de 52 945 \$ (68 216 \$ en 2008), dont une tranche de 15 229 \$ (28 224 \$ en 2008) a servi au financement d'événements et une tranche de 16 810 \$ (25 000 \$ en 2008) a servi à l'octroi d'une bourse. Le total de ces deux tranches, soit un montant de 32 039 \$ (53 224 \$ en 2008), est inclus dans l'état condensé des résultats à titre de revenu de dotation et de frais de recherche et d'administration et charges relatives aux projets, respectivement. La tranche inutilisée de 20 906 \$ pour l'exercice (14 992 \$ en 2008) est incluse dans le solde du fonds de dotation.